

Déclaration liminaire comité social d'administration local formation spécialisée de la Haute-Garonne du 11 juillet 2024

Monsieur le président,

Une fois n'est pas coutume, nous débuterons notre déclaration par une adresse à un autre président, celui de notre République chancelante.

La CGT s'est longuement exprimée dans la déclaration liminaire du CSA local de ce mardi 9 juillet sur la situation ouverte par le Président de la République par sa dissolution de l'Assemblée nationale et les raisons qui ont conduit notre organisation syndicale à prendre ses responsabilités dans ce contexte politique de tous les dangers pour la démocratie et la plus grande partie de la population de notre pays (disponible sur notre site à l'adresse : https://31.cgtfinancespubliques.fr/IMG/pdf/dl_csal_09_07_2024_def.pdf)

Une Assemblée nationale est issue des élections législatives et a donné une majorité relative à la coalition formée des partis progressistes, le "Nouveau Front populaire", auquel la CGT a apporté son soutien contre les idées nauséabondes du Rassemblement national et parce qu'elle reprenait une partie des revendications de notre organisation syndicale. Nous avons affirmé à maintes reprises que cela ne constituait en rien un blanc seing à cette coalition et nous sommes conscient·es que la satisfaction des revendications portées par notre syndicat ne se gagnera pas sans un rapport de force puissant des salarié·es de notre pays. L'histoire nous a enseigné cela.

Dans une lettre adressée hier aux citoyens, le Président de la République vient de faire un bras d'honneur de plus à la démocratie, bien qu'il continue de faire mine de la défendre. Soulignant en introduction le "*besoin d'expression démocratique*", il poursuit en affirmant de manière péremptoire : "*Personne ne l'a emporté*". Malgré le rejet de sa politique de fracturation de la Nation entamée en 2017, voilà que Macron dit avoir compris "une demande claire de changement et de partage du pouvoir" et pour cela appelle de ses vœux une coalition gouvernementale qui, cite-t-on le encore, "*devra se construire autour de quelques grands principes pour le pays, de valeurs républicaines claires et partagées, d'un projet pragmatique et lisible et prendre en compte les préoccupations que vous avez exprimées au moment des élections*".

Ce que la population a clairement exprimé depuis votre arrivée au pouvoir, M. Macron, ce n'est pas son "*besoin d'expression démocratique*" mais son besoin de démocratie ! Ce que les Gilets jaunes en leurs temps, les millions de citoyens qui ont défilé dans les rues et ont perdu des jours de paie contre l'allongement des carrières et pour l'augmentation des pensions, des salaires, pour pouvoir simplement vivre de leur travail, ce n'était pas pour un "*besoin d'expression démocratique*". Vous avez précipité le pays dans un incroyable chaos et venez, au lendemain de deux déroutés électorales, nous faire des leçons de démocratie et de République après avoir utilisé à 23 reprises la procédure du

49-3 pour massacrer les conquêtes sociales de ce pays, et vous osez nous parler de "confiance" !?! En agissant ainsi, nous avons tous et toutes compris que précipiter le pays entre les mains des capitalistes haineux et racistes de l'extrême droite lors de la prochaine échéance électorale ne vous pose aucun problème, du moment que vous pouvez poursuivre votre entreprise de destruction des conquêtes sociales des travailleurs jusqu'en 2027 ! Modestement, la CGT Finances publiques de Haute Garonne saura prendre ses responsabilités pour défendre les revendications de la population et appelle dès maintenant les agent-es des Finances publiques à se réunir et discuter des moyens pour peser concrètement sur le coup de force bonapartiste tenté par un président qui a perdu toute légitimité politique, contrairement à ce qu'il tente de nous faire croire.

M. le président de la formation spécialisée du CSA local, nous nous adressons maintenant à vous pour exprimer dans cette instance notre ras le bol de la dégradation des conditions de travail induite par la politique destructrice des droits sociaux décrite ci-avant. Pour vous dire combien l'ambiance générée par cette situation politique pèse sur les collègues, et notamment via les tensions créées par la situation dans les relations avec les usagers. Dans certains départements, ces tensions sont réelles et nos représentants nationaux ont collectivement alerté l'administration dans nos liminaires sur des signalements d'actes racistes, xénophobes ou homophobes dont les agents et les agents des Finances publiques sont victimes. La DG nous a confirmé une augmentation de 20 % entre mai et juin de propos et des menaces racistes tenus par des usagers dans les accueils des Finances publiques à l'égard de collègues. L'augmentation est continue et en outre celle concernant les agressions physiques progresse de 5 à 6 %. L'administration se dit vigilante et prend ces actes au sérieux en soutenant les agents et en les engageant à porter plainte. Cependant, l'administration, à aucun moment, n'a évoqué la protection fonctionnelle qu'elle pourrait mettre en œuvre pour protéger les personnels.

Mais elle pèse aussi via les suppressions d'emplois sur le quotidien de nos collègues qui croulent sous le travail, les multiples plannings, les ordres et contrordres, les refus de congés, la pression sur les demandes de formation, les perspectives de travailler dans des espaces de plus en plus réduits et des bureaux aménagés à la va-vite du fait du retour de l'austérité (cf la nouvelle Cité administrative).

Les restrictions budgétaires pèsent sur la vie des gens en les empêchant de revenir auprès de leur famille après une promotion. Elles pèsent sur les conditions d'accueil des usagers et tendent les relations par un accueil téléphonique au rabais et un accueil physique dégradé, sur des plages horaires réduites au minimum qui conduisent à de la réception à toute allure avec la pression de la file d'attente qui s'allonge.

Les restrictions budgétaires pèsent sur la vie des collègues via la stagnation de nos rémunérations qui font, par exemple, qu'un cadre A débutait avec une rémunération de deux SMIC il y a quelques années et débute à 1,3 fois le SMIC aujourd'hui. Et ne parlons pas des catégories B et C....

M. le président, il est de votre responsabilité de faire remonter à la direction générale, en tant que responsable de l'instance chargée de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, les préconisations des acteurs de prévention sur la nouvelle Cité administrative et sur la semaine en quatre jours. Il est de notre responsabilité de faire remonter que les fiches de signalement se multiplient, justifiant des tensions avec les usagers et des

tensions dans les services.

Nous vous l'avons déjà écrit à de multiples reprises, des drames couvent dans notre administration, les différents directeurs locaux en porteront la responsabilité s'ils persistent à vouloir suivre aveuglément, au mépris des alertes des représentant·es des personnels, la politique du gouvernement qui ne se préoccupe pas des dommages collatéraux.

Contre tout cela, la seule solution est la satisfaction des revendications et des besoins de la population. Les organisations syndicales des Finances publiques avaient établi les leurs en 2021, que nous vous remettons aujourd'hui car elles n'ont, hélas, pas pris une ride, tant elles ont été balayées d'un revers de manche par le gouvernement et les directions locales et générale à son service. Nous vous remercions de les annexer au procès verbal et, éventuellement, de les lire ou les relire.

Nous abordons cette réunion dans le même état d'esprit que celle de mardi : à quoi bon discuter pour le moment sur des sujets portés par un pouvoir qui n'a plus aucune légitimité. Par contre, faute d'avoir été désavoués par de nouvelles élections, nous avons toujours notre légitimité de représentants des personnels. En ce sens, nous vous demandons de répondre très rapidement aux demandes des personnels (concernant Saint-Gaudens, Mirail, la Cité administrative, les Amendes, le SPF, le service liaison rémunérations, le CDIF, le SIE Cité qui sont en difficultés d'encadrement).

Nous tenons à remercier les acteurs de prévention pour leur engagement qui est précieux dans la période. L'un d'entre eux a même estimé « être en deuil de son métier ». Leurs prises de positions techniques sont primodiales face au mutisme de nos dirigeants locaux et nationaux.

Nous vous remettons, avant de vous quitter, les pétitions de trois SIP du département concernant l'obligation de relais téléphonique des centres de contacts pendant la campagne IR, tâche que les collègues contestent de manière légitime, dans la mesure où des emplois ont été supprimés dans leurs services pour créer ces plateformes. Les pétition des autres SIP vous seront transmises ultérieurement.

Nous invitons l'ensemble des collègues du département à se réunir dans les services et à discuter et exprimer leurs revendications. La CGT est à leur disposition et soutiendra toutes les initiatives de nature à les gagner.